

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 14 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Pas bien de faire peur...
- 2) La LDH s'en mêle
- 3) Face à sa division !
- 4) Et lui face à son échec
- 5) Pas un Kopeck de plus
- 6) Etre ou ne pas être !!

Gérard Diez La Presse en Revue

I) La guerre civile de Manuel Valls : un peu de pudeur M. le premier ministre



Manuel Valls à l'assemblée - NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Comment un fils de républicain catalan, né dans l'Espagne franquiste, en 1962, peut-il parler avec autant de légèreté de la « guerre civile » et faire allusion à Guernica à propos du vote FN aux élections régionales de 2015 ?

Comment un fils de républicain catalan, né dans l'Espagne franquiste, en 1962, peut-il parler avec autant de légèreté de la « guerre civile » et faire allusion à Guernica à propos du vote FN aux élections régionales de 2015 ? Le Basque que je suis, dont la famille et les amis furent durement frappés par le fascisme espagnol, s'étonne qu'un homme politique français puisse banaliser à ce point l'une des plus grandes tragédies de l'histoire.

Rappelons simplement que la guerre civile consiste à l'affrontement armé entre différentes factions d'un même peuple. En ce qui concerne la guerre civile espagnole de 1936 à 1939, elle fut provoquée par le soulèvement d'une partie de l'armée contre le gouvernement démocratiquement élu du Frente Popular. Cette guerre civile dura trois ans et provoqua près de 700 000 morts. Si les insurgés aux ordres du général Franco reçurent le soutien massif, militaire et financier, de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, dont l'épisode du bombardement de la ville basque de Guernica par la Luftwaffe, le 26 avril 1937, fut l'épisode le plus flagrant de cette complicité, rappelons qu'à Paris, le gouvernement du Front Populaire, présidé par le socialiste Léon Blum, refusa d'apporter toute aide à la République espagnole en détresse. La France, ce jour-là, abandonna la démocratie espagnole comme il lui est arrivé parfois de renoncer à l'honneur pour éviter la guerre, en récoltant à la fois le déshonneur et la guerre. On l'a vu le 7 janvier et le 13 novembre 2015.

Une fois vaincus, les Républicains espagnols franchirent les Pyrénées par centaines de milliers pour se réfugier en France. La République française, dont le chef du gouvernement était le radical-socialiste Edouard Daladier, les parqua dans des camps d'internement aux conditions de vie absolument ignobles. Rappelons aussi à Manuel Valls le rôle trouble, cinquante ans plus tard, de certains policiers français dans l'affaire du GAL, cette organisation secrète mise en place par le gouvernement socialiste espagnol de Felipe Gonzalez pour combattre le terrorisme de ETA

dans des conditions incompatibles avec les valeurs d'une démocratie et d'un état de droit. Deux ministres socialistes espagnols furent condamnés et emprisonnés. Ainsi qu'un officier de la Guardia civil coupable des pires exactions, le général Galindo, et son complice, le gouverneur civil de la province basque de Guipuzcoa, militant du PSOE, avec 75 ans de prison pour chacun.

Rappelons brièvement les faits, avérés, reconnus et condamnés par la justice espagnole : Le 15 octobre 1983, Gaston Deferre étant ministre de l'Intérieur, deux militants supposés de ETA, Jose Antonio Lasa et Jose Ignacio Zabala, âgés de 18 ans, furent séquestrés en territoire français par un commando du GAL (dont certains membres étaient d'anciens militants de l'OAS en rapport avec des policiers français) puis conduits dans la caserne de la Guardia civil de San Sebastian. Les deux jeunes hommes y furent torturés à mort, avec arrachage des ongles, émascation, énucléation des yeux (détails révélés par l'un des gardes civils rongé par le remord devant ses juges).

Les condamnations de la justice espagnole furent confirmées par la Cour européenne des droits de l'homme le 2 novembre 2010. Le général Galindo fut même décoré par la France pour son action dans la lutte anti-terroriste. Refermons cette sinistre parenthèse et demandons à Manuel Valls d'être très prudent quand il fait allusion à la « guerre civile » à propos du vote de plus de 40% des électeurs des régions Nord Picardie et Provence Alpes Côte d'Azur. Cette attitude est souvent celle de ceux qui veulent surenchérir sur la mièvrerie de leur engagement contre le totalitarisme, qu'il soit qatari ou saoudien, l'argent n'ayant plus d'odeur au delà d'un certain montant.

S'il est urgent d'endiguer la progression du lepénisme et de contrer le frontisme à l'heure où cette nation éprouvée a besoin de rassemblement, rien ne sert de stigmatiser une partie du peuple français qui votait naguère à gauche et clame son indignation devant la surdité et l'aveuglement des partis de gouvernement se revendiquant du libéral socialisme ou du social libéralisme, puisque le fiasco est rigoureusement le même. Appeler à voter à droite dans ces conditions conforte la thèse de l'UMPS.

Rappelons que Manuel Valls arriva avant dernier, avec 5,63% des voix, aux « primaires citoyennes

» désignant le candidat socialiste de l'élection présidentielle de 2012. Pour être plus précis, sur les 2 661 231 citoyens qui se déplacèrent aux urnes le 9 octobre, 2 512 128 (donc 94,37% des électeurs) rejetèrent Manuel Valls. C'est pourtant lui que François Hollande a choisi en mars 2014 comme Premier Ministre pour succéder à Jean-Marc Ayrault afin de déterminer et conduire la politique de la nation.

Détail aggravant, sur des bases économiques, définies par Emmanuel Macron, pas vraiment conformes aux engagements électoraux du candidat François Hollande. Nous ne ferons pas l'inventaire des nombreuses raisons qui ont conduit une trop large partie de l'électorat français à voter pour les candidats du Front National, mais avant de dénoncer les risques de guerre civile générés par le suffrage universel de la démocratie française et de fustiger le désarroi légitime de ses concitoyens, il serait bon que Manuel Valls fasse un examen de conscience, une introspection sur ses orientations d'homme de gauche, bien subtiles parfois, et en tire les conséquences politiques. Ce serait, n'en doutons pas, le meilleur moyen d'éloigner le spectre de la guerre civile.



II) La LDH introduit diverses actions contentieuses contre la prorogation de l'état d'urgence

La prorogation de l'état d'urgence ne peut être la réponse aux attentats du 13 novembre, comme la LDH et de multiples organisations ont déjà pu l'exprimer par un appel unitaire du 25 novembre dernier. De multiples mesures prises sur son fondement, telles des assignations à résidence ou encore des perquisitions, ont déjà démontré les dérives inhérentes à ce régime d'exception.

La LDH, représentée par maître Spinosi, a donc décidé d'introduire un recours pour excès de pouvoir à l'encontre du décret du 14 novembre 2015 et de la circulaire du 25 novembre 2015 organisant l'application de cet état d'urgence. A

cette occasion, la LDH proposera à la haute juridiction administrative de transmettre au Conseil constitutionnel trois questions prioritaires de constitutionnalité portant sur la conformité des règles régissant l'assignation à résidence, les perquisitions et les restrictions à la liberté de réunion au regard des graves atteintes portées aux libertés fondamentales constitutionnellement garanties.

Parallèlement, la LDH interviendra volontairement ce vendredi en soutien de sept recours contre des décisions d'assignation à résidence portés devant le Conseil d'Etat statuant en référé.

La LDH se réserve en outre la possibilité, en cas de renouvellement de l'état d'urgence, d'engager toute nouvelle action contentieuse à son encontre.

ldh-france.org

Invitée vendredi matin de Territoires d'Infos sur Public Sénat et Sud Radio, la sénatrice UDI Chantal Jouanno, candidate aux régionales en Ile-de-France aux côtés de Valérie Pécresse, a mis en garde contre une possible victoire du FN dans une région lors du second tour des régionales dimanche.

« Je ne considère pas que le FN soit un parti républicain »

Interrogée sur des sondages qui donnent Xavier Bertrand gagnant face à Marine Le Pen dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Chantal Jouanno affirme : « C'est dimanche qu'on vote et que les personnes ne doivent surtout pas penser "après tout, on va essayer". Certains disent "après tout, ils verront bien qu'ils sont incapables de gérer des régions, qu'ils sont incapables de prendre de bonnes décisions". Je veux juste rappeler qu'en 1933 on disait ça. En 1933 on disait "les nazis, c'est pas grave, vous verrez, ils ne vont pas rester longtemps et ils vont échouer". Et ça a mené à la Deuxième guerre mondiale. Franchement, je n'ai

pas du tout envie d'essayer » affirme la numéro 2 de la liste LR-UDI-MoDem dans les Hauts-de-Seine pour les régionales en Ile-de-France (voir la vidéo).

« Je ne considère pas que le FN soit un parti républicain. J'ai toujours prôné le front républicain contre ce parti, contre ses élus. Et oui, en l'occurrence, le front républicain, chez nous ça a un sens » ajoute Chantal Jouanno, alors que le parti Les Républicains se sont opposés à tout front républicain.

« Race blanche » : « Claude Bartolone n'est pas un enfant de cœur mais jamais je n'aurais cru qu'il en serait arrivé là »

Interrogée sur **les propos polémique du candidat PS en Ile-de-France, Claude Bartolone**, sur « la race blanche », Chantal Jouanno affirme que « Claude Bartolone n'est pas un enfant de cœur, ce n'est pas un perdreau de la politique, mais jamais je n'aurais cru qu'il en serait arrivé là ».

« Il vise à dire qu'elle est la candidate de la droite extrême, de la race blanche et tout le reste est pour nous. (...) On renvoie l'Ile-de-France à un assemblage de communautés, mais ce n'est pas ça la France » affirme la sénatrice UDI. Elle ajoute que « ces attaques ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. C'est petit de la part de Claude Bartolone ».

« Si j'avais fait une vidéo douteuse sur un collègue de mon parti politique, je ne suis pas sûre qu'on m'ait désignée »

Au sujet du footballeur Karim Benzema, qui pourrait ne pas être retenu en Equipe de France après l'affaire de la Sex tape, Chantal Jouanno rappelle qu'« il y a présomption d'innocence (...) mais je peux comprendre pour une sélection ». «

Il a mis en cause un collègue de son équipe. Si j'avais fait une vidéo douteuse sur un collègue de mon parti politique, je ne suis pas sûre qu'on m'ait désignée comme tête de liste quelque part » ajoute l'ancienne ministre des Sports.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) François Hollande face à une gauche à reconstruire

Par Lénaïg Bredoux et stéphane alliès

Le pouvoir a limité la casse lors de ces régionales, mais il est loin de pouvoir espérer endiguer à l'avenir le FN, qui engrange un nombre de voix historique lors du second tour. François Hollande doit désormais trancher entre les appels à réorienter à gauche, à accélérer vers la droite ou à ne rien changer.

Le PS a évité la débâcle. Mais il n'a rien à fêter. Au second tour des élections régionales, il a limité la casse avec cinq nouvelles régions conquises, contre sept pour la droite – la Corse étant acquise par les indépendantistes. Mais, dans l'histoire de la Ve République, le nombre de votants pour le FN n'a jamais été aussi élevé, et la gauche, totalement rayée de la carte de plusieurs régions, est en lambeaux.

Sur le papier pourtant, François Hollande et Manuel Valls évitent la catastrophe électorale tant annoncée : les régionales ne pouvaient être que perdues (la gauche détenait 21 des 22 régions métropolitaines depuis 2010 – la réforme territoriale en a réduit le nombre à 13) et ils ont perdu tous les scrutins organisés depuis la présidentielle de 2012 (municipales, européennes et départementales). Avant les attentats du 13 novembre, l'hypothèse basse, qui paraissait la plus probable, ne donnait que trois régions au PS (Bretagne, la grande région Aquitaine et Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées). Avec en plus Centre-Val-de-Loire et Bourgogne-Franche-Comté, le parti au pouvoir, avec ses alliés écologistes et du Front de gauche, fait donc mieux que prévu.

Surtout, le parti d'extrême droite n'est parvenu à conquérir aucune région : en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en PACA, le retrait de la liste socialiste, demandé par l'Élysée et par Matignon, a permis à Xavier Bertrand (57,8 %) et à Christian Estrosi (54,8 %) de l'emporter avec une avance confortable. En "ACAL" (Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine), Florian Philippot est lui aussi battu, malgré le maintien du socialiste Jean-Pierre Masseret – désavoué par son parti et par le premier ministre Manuel Valls – qui retrouve son score de dimanche dernier (15,5 %).

Le premier ministre, qui avait renoncé à intervenir au soir du premier tour, avait fait le tour des radios et des télévisions tout au long de la semaine pour multiplier les appels au front républicain et à voter pour les candidats de droite là où le FN était en position de l'emporter. Dimanche soir, il s'est précipité pour s'en féliciter. Lors de son allocution, peu après 20 heures, Manuel Valls a d'abord salué « les électeurs qui ont répondu à l'appel très clair – celui de la gauche – à faire barrage à l'extrême droite, qui n'obtient, ce soir, aucune région. (...) Là, comme partout ailleurs, cet élan très digne est une injonction à en finir avec les petits jeux politiques, les invectives, les sectarismes. Les responsables politiques de tous bords doivent pouvoir, quand c'est nécessaire, construire ensemble ».

Le premier ministre a également salué le sursaut de mobilisation au second tour : 58,5 % des électeurs sont allés voter dimanche, contre 50 % au premier tour. « Les Français ont montré qu'ils voulaient voter. Et que l'idée, défendue par certains de reporter les élections à cause des attentats, était une très mauvaise idée », se félicite également un proche de François Hollande.

Mais au-delà de ces quelques sources de satisfaction, l'exécutif est face à un véritable casse-tête, avec un Front national qui n'a jamais été aussi fort (lire l'article de Marine Turchi). Le parti d'extrême droite, en tête du premier tour, est même parvenu à recruter de nouveaux électeurs au second. « Ce n'est pas une bonne nouvelle, surtout dans les zones rurales. Il va nous falloir répondre à ces inquiétudes », indique un conseiller ministériel. Dimanche soir, l'Élysée, Matignon et le PS se gardaient d'ailleurs de tout triomphalisme – d'autant plus que la perte de l'Île-de-France, même de peu (deux points séparent Valérie Pécresse et Claude Bartolone), est un véritable revers sur le plan politique et symbolique.

« Ce soir : aucun soulagement, aucun triomphalisme. Le danger de l'extrême droite n'est pas écarté. Loin de là. Je n'oublie pas les résultats du premier tour et des élections passées », a souligné Manuel Valls. Même tonalité du côté de Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS : « Pour le Parti socialiste, ces résultats constituent un succès sans joie. » « Ce soir personne ne doit triompher. Chacun doit prendre la mesure du chemin qu'il reste à parcourir pour reconquérir nos concitoyens qui se sont tournés vers le FN », a également souligné

Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat, un proche de François Hollande.

Le président de la République sait que le paysage politique est désormais divisé en trois blocs. Et que les scores du FN rendent très vraisemblable la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Au vu des résultats des élections intermédiaires depuis 2012, sa propre qualification, elle, est très incertaine. Le total gauche des régionales est très faible : au second tour, les listes emmenées par le PS chutent à 29 %, contre 46,40 % lors du précédent scrutin en 2010. Dans certains territoires, le PS a purement et simplement disparu.

François Hollande, qui consulte à tout-va pour construire sa réponse politique – il s'exprimera au plus tard devant les Français lors des vœux du 31 décembre –, va devoir trancher entre trois options : celle, incarnée par son premier ministre, Manuel Valls, d'un rassemblement de la gauche et du centre-droit autour de la République (et passant outre les divergences sur la politique économique et sociale), celle demandée par le Front de gauche, les écologistes et une partie du PS d'une inflexion à gauche de sa politique, et celle de ne pas trancher entre les deux premières, en tentant, comme il en est coutumier, une synthèse pour tenter d'incarner la posture de père de la Nation raisonnable et apaisé qu'il affectionne.

Le retour de la gauche plurielle ?

Dès dimanche soir, le débat a commencé : dans sa déclaration depuis le siège du PS rue de Solférino, Jean-Christophe Cambadélis a ainsi appelé à une « inflexion » de la politique du gouvernement. « Je m'adresse au gouvernement. Nous ne pouvons plus continuer comme cela. Il faut agir contre la précarité et pour l'activité comme nous nous sommes attaqués à la compétitivité et à la refondation de l'école. C'est l'inflexion qui doit intervenir durant les 18 mois à venir », a-t-il déclaré.

Ces derniers jours, plusieurs ministres, à l'abri du off, plaidaient aussi pour une correction, au moins légère, du cap de l'exécutif – en rééquilibrant un minimum la politique économique du gouvernement. Certains s'en sont déjà ouverts auprès de François Hollande, plaidant pour un « pacte pour l'emploi, comme il y a eu un pacte pour la sécurité », selon l'expression de l'un d'entre eux. Dans les rangs des députés, une

partie des socialistes (et au-delà des “frondeurs”) veut aussi qu’Emmanuel Macron ne soit plus la seule boussole d’un exécutif qui désespère chaque semaine davantage l’électorat qui l’a élu en 2012.

« Voter par défaut, ce n’est évidemment pas satisfaisant. Les électeurs n’ont pas envie de nous. Ils n’ont envie de personne en fait », nous expliquait avant le second tour la députée socialiste Cécile Untermaier. Son collègue Philippe Baumel était encore plus direct : « Va-t-on enfin avec ce gouvernement dit de gauche renouer avec l’espoir ? Dimanche soir, "Magic Valls" va-t-il encore nous dire "le résultat est bon, tout va bien les amis" ? Même si l’on gagne une majorité de régions, le résultat sentira mauvais. C’est ce nuage qu’il va falloir percer. » « On va avoir des régions où il y aura des majorités plurielles élues par des déçus de François Hollande, qui auront décidé de nous “sauver” une dernière fois, lâchait aussi le député PS de l’Hérault Christian Assaf. C’est juste impossible que Hollande n’en tienne pas compte, ne serait-ce que stratégiquement pour 2017. »

Les partisans d’un coup de barre à gauche seront sans doute confortés cette semaine par l’installation des exécutifs dans les conseils régionaux. Hormis en Bretagne où le « ministre de la guerre », Jean-Yves Le Drian, qui a 51 % des voix en triangulaire, cumulera son mandat avec autant d’aisance qu’il a balayé l’alliance avec les écologistes, l’union de la gauche pourrait être de retour. Face au risque FN, les fusions techniques se sont réalisées sans heurts entre le PS et ses anciens partenaires de gauche, laissant entrevoir la possibilité de participation à l’exécutif des écologistes et des communistes.

À l’inverse, les partisans de Manuel Valls jugent que cette vieille gauche, faite de recettes usées (celles de la gauche plurielle de Lionel Jospin, comme ils le rappellent toujours), est dépassée. Mieux vaut en appeler d’abord aux valeurs républicaines. « Une seule ligne de conduite : la République. Pour rassembler », a réaffirmé dimanche soir Manuel Valls. Avant de préciser : « La République qui protège, garantit la sécurité de tous, qui se montre intraitable face à la menace terroriste, au djihadisme, à l’islamisme radical ; qui affirme la laïcité comme socle commun (...). La République qui donne sa chance à chacun, en investissant massivement dans son école, et qui n’abandonne personne, ni dans les quartiers populaires, ni dans les territoires ruraux. » Il a enchaîné avec une tirade sur le « patriotisme qui renaît » et la « fierté de la France ».

Dès dimanche soir, la porte-parole du PS Juliette Méadel a même indiqué que serait proposé au bureau national du PS, prévu lundi soir, un changement de nom du parti socialiste. S’il défend un « dépassement du parti » dans une « belle alliance » avec les autres formations qui souhaiteraient l’accompagner, Cambadélis a tout de suite balayé l’idée...

Jean-Christophe Cambadélis : «L'heure du sursaut a sonné»

<http://dai.ly/x3hgz2e>

Les proches de Hollande, eux, se situent – sans surprise – entre les deux. Ils dégagent trois priorités : « la sécurité et la lutte contre le terrorisme – surtout depuis les attentats, les gens attendent qu’on les protège. C’est la base », explique un proche du président. Viennent ensuite les résultats dans la lutte contre le chômage – « il faut continuer, en alliant cohérence et pragmatisme », dit-on à l’Élysée.

Et enfin « la Nation, pour ramener les gens qui se sentent isolés vers quelque chose qui nous rassemble ». « Est-ce que c’est vraiment la radicalité qu’attendent les Français ? Ou quelque chose qui cherche les compromis, favorise le dialogue. Un projet radical ou une société qui avance avec des compromis et du dialogue ? », a réagi dimanche soir sur TF1 le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll, un proche du chef de l’État.

Dans le reste de la gauche, les stratégies divergent entre les divers responsables de formations mal en point à l’aube de la nouvelle séquence politique qui s’ouvre jusqu’à 2017 et la présidentielle. Pour Jean-Luc Mélenchon, l’exécutif aurait « tort d’analyser comme une victoire un score acquis sous la menace et le chantage ». Pour l’eurodéputé, Hollande devrait désormais « prendre ses dispositions pour que Manuel Valls, le premier responsable de la politique qui a créé cette situation, soit renvoyé dans ses foyers ».

Mais au soir du second tour de ces régionales, celui qui se prépare pour être à nouveau candidat à la prochaine présidentielle n’est pas dans la meilleure des situations. Sa base électorale est en capilotade et l’espace politique qu’il vise, celui d’une gauche qui concurrencerait le PS, semble s’être dissous dans le vote utile anti-FN de ce

second tour.

Que vienne l'heure du Peuple © Jean-Luc
Mélenchon

<https://youtu.be/zxtCVfjDX0w>

Son allié communiste Pierre Laurent estime lui aussi la responsabilité du pouvoir « très lourde dans ce désastre », et qui s'explique par « l'impasse économique, sociale, politique et démocratique dans laquelle ils ont enfoncé le pays ». Aux yeux du secrétaire national du PCF, qui a perdu de nombreux élus régionaux aujourd'hui, « il est urgent de sortir de l'austérité et des dogmes du libéralisme ». Mais pour l'instant, seule est affirmée une « nouvelle période politique » et rien n'est proposé de bien concret, hormis de rituelles « discussions » pour « réinventer la gauche et un nouveau pacte d'espoir pour le pays ».

Pour les écologistes, la « refondation du régime politique français » passe par « une meilleure représentation des Françaises et des Français », indique Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV. En échange d'une instauration de la proportionnelle, le parti écologiste pourrait décider de ne se consacrer qu'aux législatives, et de faire l'impasse sur la présidentielle.

Exception faite de l'Aquitaine, où le résultat était déjà positif au premier tour, l'électorat de gauche ne s'est vraiment mobilisé au second que là où le FN était en position de l'emporter. Dans les trois régions où le PS a appelé à voter pour la droite, mais aussi en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val-de-Loire et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Dans chacun de ses endroits, la gauche conserve le pouvoir en ayant rassemblé ses forces, et en remettant à demain leurs divergences. Désormais, il lui reste à prouver si un avenir commun est encore possible, ou si la gauche est officiellement un champ de ruines.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Nicolas Sarkozy face à un échec personnel

Par Alain Auffray



Nicolas Sarkozy, après les premières estimations des résultats du second tour des élections régionales, dimanche soir à Paris. Photo Alain Jocard.

Alors que s'ouvre ce lundi un bureau politique à haut risque chez Les Républicains, de nombreux responsables de la droite constatent, sur le terrain, un profond rejet de l'ancien chef de l'Etat.

Ce lundi matin, la réunion des principaux leaders de la droite au siège du parti Les Républicains devrait être mouvementée. Mais il y a fort à parier que personne n'osera dire ce qu'il pense vraiment : la contre-performance de la droite aux élections régionales est d'abord un échec personnel pour Nicolas Sarkozy. Plus que sa ligne, c'est l'homme politique qui est en cause.

Depuis son retour, à l'automne 2014, l'ancien chef de l'Etat n'a jamais cessé d'être contesté. «Les gens ne veulent plus entendre parler de lui», constatent de nombreux cadres et élus LR. Il n'y a donc décidément pas d'effet Sarkozy. Loin de se renforcer, le leadership du chef a plutôt tendance à s'affaiblir au fil des mois.

Ce rejet n'a jamais été aussi prégnant qu'à l'occasion des élections régionales : dans presque toutes les régions, les candidats l'ont supplié de ne surtout pas se déplacer pour les soutenir. Même les trois candidats qui ont conduit des campagnes très droitières – Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau et Valérie Pécresse – n'ont pas voulu de lui entre les deux tours. Ultime humiliation : en Bourgogne-Franche-Comté, 90% des colistiers LR-UDI de François Sauvadet se sont prononcés, lors d'un vote à main levée, contre la venue de Sarkozy.

Très loin de la vague bleue

Avec sept régions gagnées, dont trois grâce au désistement républicain ordonné par les dirigeants socialistes, on est très loin de la vague bleue promise. Ce lundi matin, Sarkozy va expliquer au bureau politique que pour redevenir audible, son parti doit absolument clarifier sa ligne. Comme annoncé au Figaro jeudi dernier, il défendra l'idée de l'adoption d'un «projet politique extrêmement fort» en se prévalant sans doute du succès de Laurent Wauquiez, auquel il n'aura pourtant que marginalement contribué. Alain Juppé, François Fillon et Bruno Le Maire diront leur scepticisme : le «projet fort», ce sera celui du vainqueur de l'élection primaire, dont l'organisation devra être irréprochable.

Lors de ce bureau politique, personne n'aura l'indélicatesse d'inviter Sarkozy à regarder en face la réalité de sa situation. «De toute façon ça ne servirait à rien : il est incapable de se remettre en cause. Le problème, avec lui, c'est toujours les autres.» L'ancien chef de l'UMP, Jean-François Copé, poussera-t-il la cruauté jusqu'à rappeler que c'est sous sa présidence, aux élections municipales de 2014, que la droite aura enregistré sa plus puissante vague bleue depuis la défaite de 2012 ? Pas sûr...

En revanche, tous les barons de la droite auront en tête ce sondage Harris Interactive pour M6 réalisé dimanche soir auprès de 1 000 électeurs. Il montre que dans l'hypothèse d'une candidature à la présidentielle, Sarkozy serait devancé par Marine Le Pen (27% contre 21%). Mais si Juppé est le candidat, il obtiendrait, en l'absence de Bayrou, 29% contre 27% à la présidente du FN. De quoi réchauffer encore un peu plus l'ambiance de ce bureau politique à haut risque.

Alain Auffray



V) Pas de "coup de pouce" pour le Smic au 1er janvier



Par Challenges.fr

Une personne rémunérée au salaire minimum touchera donc 1.466,62 euros bruts mensuels, soit une hausse de 9,10 euros par rapport à 2015. Le gouvernement s'en tient à la revalorisation légale.



AFP

Le Smic augmentera de 0,6% au 1er janvier, passant de 9,61 à 9,67 euros bruts de l'heure, sans coup de pouce, ont indiqué lundi 14 décembre trois sources syndicales à l'AFP. Une personne rémunérée au salaire minimum touchera donc 1.466,62 euros bruts mensuels, soit une hausse de 9,10 euros par rapport à 2015. Comme lors des trois dernières revalorisations, le gouvernement n'a pas accordé de coup de pouce, ont précisé les représentants de la CGT, de Force ouvrière et de la CFTC à la CNNC. Le ministère a suivi les recommandations du groupe d'experts sur le Smic, une instance consultative composée d'économistes. Cette année encore, le groupe avait conseillé de "s'en tenir à l'indexation légale du Smic", pour ne pas "ajouter à l'incertitude" en ces temps de faible reprise économique.

L'exécutif n'a pas accédé aux revendications de quatre syndicats - la CGT, FO, la CFE-CGC et la CFTC - qui réclamaient un geste.

C'est "affligeant", a réagi à chaud Pascal Debay, représentant de la CGT à la CNNC, auprès de l'AFP.

Cette annonce a été faite aux partenaires sociaux lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), composée de représentants des partenaires sociaux.

Avec AFP

VI) C'est quoi être québécois ?

Le Journal de Montréal - Montréal



Des militants du Parti Québécois, une formation indépendantiste, attendent les résultats des élections provinciales le 7 avril 2014 à Montréal. PHOTO François Laplante-Delagrave / AFP

Des intellectuels, des sportifs, des hommes politiques s'interrogent sur ce qui fait leur identité dans un documentaire diffusé à la télévision. Questions linguistiques, laïcité, place dans le monde : tout y passe, sans langue de bois.

“Il n'y a pas plus impur qu'un Québécois pure laine”, explique [l'acteur, auteur et metteur en scène] Robert Lepage. Des déclarations chocs comme celle-ci, il y en a des tonnes dans le passionnant documentaire *Crise d'identité* [vidéo en bas de l'article] que Télé-Québec a présenté le 7 décembre à 21 heures.

On est loin des émissions où les invités sont d'accord

L'émission de moins d'une heure donne la parole à des gens aussi différents que [l'écrivain] Fred Pellerin et [l'avocat et homme politique] Brian

Mulroney, [l'humoriste] Boucar Diouf et [le coureur cycliste] Louis Garneau, [la députée] Dominique Anglade et [l'ancienne haute commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme] Louise Arbour, qui réfléchissent à ce qui fait du Québec une société distincte.

Et ce qui est génial, c'est que le Québec se fait dire ses quatre vérités par des gens qui n'ont pas leur langue dans la poche. Mettons qu'on est loin des émissions où tous les invités sont du même bord.

Qui suis-je ? Où vais-je ?

J'espère sincèrement que ce documentaire (animé par Bernard Derome, qui réalise toutes les entrevues) sera vu par plein de gens et qu'il suscitera un vrai débat. Parce qu'on y entend des gens qui n'ont pas la langue de bois et qui soulignent autant les défauts que les qualités de

l'Homo quebecensus.

On a Jeff Stinco, du groupe Simple Plan, qui affirme chanter en anglais parce que c'est ce qui coulait de source pour lui qui vient du West Island [partie ouest de Montréal, majoritairement anglophone] et qui est tanné de se faire demander s'il est un traître. Mais on a aussi Fred Pellerin, qui capote parce qu'il a peur que le "crémage français" du Québec disparaisse, emportant avec lui une partie du "gâteau identitaire" (ah ! la poésie imagée de Pellerin...).

“Une répulsion physique pour la soutane”

On a Marc Séguin (le peintre et romancier), qui est tanné qu'on joue aux victimes identitaires et qui lance carrément : “Il faut s'accepter et s'exporter.” On a Dany Laferrière [écrivain haïtien et québécois], qui demande pourquoi on n'a pas changé les noms de rue et de village qui commencent par “Saint” alors qu'on a “une répulsion physique pour la soutane”. Et on a aussi Louise Arbour, qui fustige notre débat sur le voile et le niqab : “La tenue vestimentaire, franchement, qui est-ce que ça dérange ? Qu'est-ce qu'on a à être obsédé par comment les gens affirment leur appartenance religieuse ?”

Bref, plein de gens avec lesquels je ne suis pas d'accord, d'autres que j'appuie à 100 %, mais tous des invités qui ont des choses à dire parce qu'ils ont réfléchi sur la question. Ce documentaire, c'est comme une séance d'une heure chez le psy. On se fait analyser, décortiquer. Et au bout d'une heure, on a l'impression de mieux se connaître.

Des Français d'Amérique ?

S'il y a une chose qu'ont en commun tous les invités de Bernard Derome, c'est le fait qu'ils sont “décomplexés”. Ils voient grand pour le Québec.

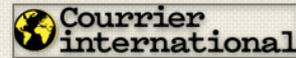
Ils ont pour lui de grandes ambitions. Ils ont confiance que le Québec sera une voix importante sur la scène internationale. En fait, à écouter tous ces gens parler, on peut presque penser qu'ils ont plus confiance dans les Québécois que les Québécois eux-mêmes.

Qui sont les Québécois ? Un peuple capable de grandes choses mais qui s'est fait si souvent dire qu'il était né pour un petit pain qu'il n'a pas encore réalisé son plein potentiel.

Le documentaire Crise d'identité :

La Crise D'Identité Québécoise - Reportage et Entrevues de Bernard Derome ♣ 52mn

<https://youtu.be/JD4OOitARPs>



**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU